



HAL
open science

Gaza : la victoire en trompe l'œil du Hamas

Jean-Pierre Filiu

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Filiu. Gaza : la victoire en trompe l'œil du Hamas. *Le Debat* , 2014, 2014/5 (182), pp.59 - 67. 10.3917/deba.182.0059 . hal-03460644

HAL Id: hal-03460644

<https://sciencespo.hal.science/hal-03460644>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jean-Pierre Filiu

Gaza : la victoire en trompe l'œil du Hamas

En janvier 2009, l'offensive israélienne de vingt-trois jours contre la bande de Gaza, dite « Plomb durci », s'était déjà conclue sur un bilan très lourd de 1 417 Palestiniens tués (1 166 de sources israéliennes)¹ pour 13 morts israéliens. Pourtant, le mouvement islamiste Hamas, dont la domination est sans partage à Gaza depuis 2007, avait décidé de célébrer sa « victoire » avec le soutien de la chaîne satellitaire Al Jazeera, basée au Qatar.

Une équipe de télévision avait ainsi suivi les militants du Hamas en liesse dans les rues de Gaza, jusqu'à interroger une vénérable Palestinienne, prostrée devant les décombres de ce qui avait été sa maison : « Victoire ? Vous célébrez une victoire ? Mais encore une victoire comme celle-là et nous n'aurons même plus de tente pour nous abriter ! »

Cette anecdote retrouve une cruelle acuité à l'issue de l'opération « Bordure protectrice » qui a fait plus de deux mille morts dans la bande de Gaza². Durant les cinquante jours de conflit, en

juillet-août 2014, les destructions infligées par Israël sont sans précédent, avec 18 000 maisons démolies, inhabitables, et plus de cent mille Palestiniens privés de logement³. Les dégâts sont évalués à trois ou quatre fois le montant déjà exorbitant du conflit de 2008-2009.

Pourtant, le Hamas célèbre là encore sa « victoire », et la population de la Cisjordanie et de Gaza semble lui accorder une confiance inégale⁴. Pour comprendre ce paradoxe, mais aussi

1. Le bilan palestinien émane du Palestinian Committee for Human Rights (PCHR), affilié à la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), consultable en ligne. Le bilan israélien émane de l'armée (Forces de défense d'Israël/FDI, Tsahal), également consultable en ligne.

2. L'ONU avance le chiffre provisoire de 2 104 morts, dont 495 enfants, sachant que de très nombreuses dépouilles demeurent ensevelies sous les décombres des bombardements (OCHA, Gaza Emergency, Situation Report, 28 août 2014).

3. Hélène Sallon, « Gaza, nous sommes revenus au point de départ », *Le Monde*, 3 septembre 2014.

4. Les intentions de vote en faveur du Hamas passent de 32 % en juin 2014 à 46 % deux mois plus tard, alors que la popularité du Fatah chute parallèlement de 40 % à 31 %. Voir Cyrille Louis, « Le Hamas plébiscité », *Le Figaro*, 2 septembre 2014.

Jean-Pierre Filiu
Gaza : la victoire
en trompe l'œil du Hamas

saisir les limites de cette « victoire », il convient de revenir rapidement sur l'histoire du Hamas et sur son bilan de sept ans de pouvoir absolu à Gaza.

De l'islamisme au nationalisme

La branche des Frères musulmans pour Gaza est fondée en 1946, soit dix-huit ans après l'établissement de l'organisation mère en Égypte. La soirée de lancement de la formation se déroule au cinéma Samer, la plus grande salle du genre dans la ville (en 1980, des militants islamistes saccageront ce lieu à leurs yeux de « débauche », ignorant sans doute que leur groupe y avait vu le jour).

Hassan al-Banna, le fondateur égyptien et premier « guide » des Frères musulmans, vient en mars 1948 ouvrir, au sud de Gaza, un camp de volontaires de l'organisation. Les miliciens islamistes, aussi bien égyptiens que palestiniens, sont alors en première ligne des combats contre les positions sionistes. Leur efficacité militaire est cependant discutable et l'entrée en action de l'armée égyptienne, après la fondation en mai 1948 de l'État d'Israël, les relègue au second plan.

L'interdiction des Frères musulmans en Égypte et l'assassinat de Banna en février 1949 contraignent les islamistes de Gaza à entrer dans la clandestinité (la « bande de Gaza », territoire par défaut résultant du cessez-le-feu entre Israël et l'Égypte, est sous administration militaire égyptienne). Ils n'en sortent qu'en juillet 1952, avec le renversement de la monarchie égyptienne par les « Officiers libres », auxquels les Frères musulmans accordent leur soutien actif. Ils sont récompensés de ce soutien par l'attribution de la mairie de Gaza à un de leurs cadres, le cheikh Omar Sawan.

L'ascension au Caire de Gamal Abdel Nasser, aux dépens de Mohammed Neguib, favori des Frères musulmans, conduit cependant à une nouvelle épreuve de force en 1954. Les islamistes rejoignent les communistes de Gaza dans une opposition virulente au « dictateur » Nasser. Parallèlement, les renseignements militaires égyptiens débauchent de jeunes radicaux des Frères musulmans pour les enrôler dans des unités de « fedayines »⁵, chargés d'infiltrer le territoire israélien.

Dans les rangs de ces militants, qui rompent avec les Frères musulmans pour passer à l'action armée, figurent Abou Jihad (Khalil al-Wazir) et Abou Iyad (Salah Khalaf). Accordant la priorité à la lutte de libération sur le prosélytisme islamiste, ils rejoindront, quelques années plus tard, un militant de même sensibilité, Yasser Arafat, avec qui ils établiront au Koweït le Fatah, acronyme inversé de « mouvement de libération de la Palestine »⁶.

Pour l'heure, la bande de Gaza est occupée une première fois par Israël de novembre 1956 à février 1957, dans le cadre de l'offensive tripartite menée par Israël, la France et la Grande-Bretagne contre l'Égypte de Nasser. Les Frères musulmans sont une des composantes actives de la résistance civile à Israël durant cette première occupation.

En revanche, leur refus de la lutte armée conforte la dissidence « fedayine » qui aboutit en 1959 à la création du Fatah (ce mouvement s'est réfugié dans le Golfe, car l'Égypte réprime désor-

5. « Fedayine » signifie littéralement « celui qui est prêt à se sacrifier (pour sa foi) ». Ce terme, dérivé du registre islamique classique, est bientôt associé aux combattants palestiniens.

6. Pour une étude des rapports complexes entre le Fatah et le Hamas, voir Jean-Pierre Filiu, « Les fondements historiques du Hamas à Gaza », *Vingtième Siècle*, juillet-septembre 2012.

mais durement les réseaux palestiniens pour préserver à Gaza une trêve avec Israël qui va durer jusqu'en juin 1967).

Lorsqu'Israël occupe la bande de Gaza pour la seconde fois, à la faveur de la « guerre des Six-Jours », les Frères musulmans y sont dirigés par un cheikh de trente et un ans, Ahmed Yassine, grandi dans un camp de réfugiés et farouche opposant à Nasser. Yassine refuse que son organisation se joigne au front anti-israélien qui rassemble les différentes formations palestiniennes. Sa priorité va en effet à la réislamisation de la société plutôt qu'à la lutte de libération.

Les autorités d'occupation, conscientes du boycott de la résistance par Yassine, décident de le favoriser pour affaiblir le camp nationaliste. Elles tolèrent dès 1973 le Mujamma islamique (littéralement l'Union ou le Centre islamique), façade « associative » des Frères musulmans. En 1979, le Mujamma est officiellement légalisé, ce qui lui permet, par la levée et le transfert de fonds, de gérer un nombre croissant de mosquées.

Israël croit avoir trouvé la formule idéale pour briser la résistance des nationalistes de Gaza aux accords de paix signés à Camp David avec l'Égypte. De fait, jusqu'en 1983, c'est une véritable vendetta qui voit s'affronter à Gaza les islamistes palestiniens et leurs rivaux de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Les activistes du Mujamma prennent ainsi le contrôle de l'université islamique de Gaza.

Cette surenchère entre factions palestiniennes va cependant se retourner contre l'occupant, avec la montée en puissance, en 1986, du Mouvement pour le djihad islamique en Palestine (MIFP), qui tente, dans la lutte armée, une synthèse entre le nationalisme de l'OLP et l'islamisme du Mujamma. Les opérations de plus en plus spectaculaires du MIFP alimentent l'effervescence dans la bande de Gaza.

En décembre 1987, la mort de quatre journalistes palestiniens, tués par la voiture d'un colon israélien, provoque le déclenchement d'un soulèvement (*Intifada*) dans la bande de Gaza. Cette Intifada, bientôt désignée comme « révolte des pierres » du fait de son caractère non violent, s'étend à la Cisjordanie. Les protestataires se réclament de l'OLP et de son chef Yasser Arafat, qui dirige également le Fatah, la principale composante de l'OLP.

Le cheikh Yassine sent le profond désaveu de l'orientation antinationaliste que ses partisans ont jusqu'alors suivie. C'est pourquoi il décide, contre l'avis de la plupart des cadres du Mujamma, de le transformer en « Mouvement de la résistance islamique », désigné sous son acronyme arabe de Hamas (terme qui signifie par ailleurs « zèle » ou « enthousiasme »).

Ce survol de quatre décennies de généalogie du Hamas illustre la complexité des rapports entre islamisme et nationalisme au sein de cette formation, ainsi que le caractère central de Gaza pour le Hamas, à la différence de l'OLP, très marquée, quant à elle, par les expériences de l'exil, en Jordanie, puis au Liban.

Yassine contre Arafat

C'est le cheikh Yassine qui a imposé aux islamistes de Gaza le tournant nationaliste de 1987, de même que c'est lui qui impose l'année suivante une « charte » de facture médiocre, pétrie de théories du complot à tonalité antisémite. Yassine invente à cette occasion l'idée baroque de la Palestine comme *waqf* (bien de mainmorte), afin de proscrire toute division de cette terre sacrée. Son intention est moins la cohérence dogmatique (fort discutable) que la compétition avec l'OLP, qui se rallie solennellement en 1988 à la perspective des deux États d'Israël et de Palestine.

Jean-Pierre Filiu
Gaza : la victoire
en trompe l'œil du Hamas

Le Hamas condamne sans appel la conférence de paix qui se tient à Madrid en octobre 1991 (la délégation palestinienne y est présidée par Haydar Abdel Shafi, dont le « progressisme » avait déjà suscité à Gaza les foudres de Yassine). Peu après, le mouvement islamiste se dote d'une branche armée, les brigades Ezzedine al-Qassam, en hommage à un cheikh syrien, pionnier d'un djihad à la fois anticolonial et antisioniste, tué par les Britanniques en 1935.

Après la charte de 1988, la fondation des brigades Qassam vise, là encore, à poser le Hamas en alternative certes islamiste, mais fondamentalement nationaliste, à l'OLP. Les liquidations de « collaborateurs » palestiniens par les brigades Qassam cachent mal les règlements de comptes qui font rage entre factions palestiniennes. La reconnaissance d'Israël par l'OLP, dans le cadre des accords d'Oslo de septembre 1993, est immédiatement suivie par le premier attentat-suicide du Hamas à Gaza.

Arafat s'installe en juillet 1994 à Gaza à la tête d'une « Autorité palestinienne » (AP) chargée de la mise en œuvre des accords d'Oslo. Le président de l'AP s'efforce en vain de débaucher des personnalités du Hamas, notamment un jeune collaborateur de Yassine, Ismaïl Hanyé. Mais le mouvement islamiste mise sur l'échec du processus de paix et la vague d'attentats-suicides de février-mars 1996 contribue en effet à l'élection de Benyamin Netanyahou, opposant déclaré aux accords d'Oslo.

La répression menée par l'AP contre le Hamas affaiblit la direction intérieure du mouvement au profit de son bureau politique, structure dirigée alors depuis Amman par Khaled Mechaal. Yassine, emprisonné depuis 1989 en Israël, ne peut neutraliser l'ascendant croissant de Mechaal au sein du Hamas.

En 1997, Netanyahou dépêche un commando

du Mossad en Jordanie pour y assassiner Mechaal. L'inoculation d'un poison à effet décalé est censée masquer la responsabilité israélienne. Mais les services jordaniens éventent le complot et le roi Hussein, signataire d'un traité de paix trois ans plus tôt avec Israël, exige de Netanyahou la fourniture de l'antidote et la libération du cheikh Yassine. Le Premier ministre israélien cède bientôt au monarque jordanien.

Le Hamas est désormais dirigé par Mechaal, littéralement « miraculé » d'un attentat israélien, et Yassine, auréolé par sa libération des geôles de l'occupant. C'est d'ailleurs une marée humaine qui accueille Yassine lors de son retour à Gaza, dans l'hélicoptère personnel du roi de Jordanie. Arafat et son « Autorité » font bien pâle figure vis-à-vis des héros emblématiques de la « résistance islamique ».

L'enlèvement du processus de paix, sous Netanyahou, puis sous son successeur Ehud Barak, en 1999, fait naturellement le jeu du Hamas. La deuxième Intifada, qui éclate en septembre 2000, est d'emblée violente et armée, avec un rôle moteur des brigades Qassam. Le cycle infernal des attentats et des bombardements favorise la défaite cinglante du travailliste Barak et l'élection d'Ariel Sharon en février 2001.

Le nouveau Premier ministre israélien concentre d'abord ses coups contre Arafat et l'AP. Le Président palestinien, assiégé dans ses bureaux de Ramallah en mars 2002, perd pied à Gaza, où les brigades Qassam tirent leurs premières roquettes éponymes sur le territoire israélien⁷.

7. Les premières roquettes Qassam étaient en fait des mortiers artisanaux, d'une charge d'un kilogramme et d'une portée de deux kilomètres. Les Qassam-2, qui atteignent pour la première fois le territoire israélien en février 2002 (sans faire de victimes), ont une charge de cinq kilogrammes et une portée de cinq à huit kilomètres. C'est en juin 2004 que les Israéliens enregistrent leurs premières pertes du fait d'un tir de Qassam-2.

Sharon se retourne alors contre le Hamas avec des frappes « ciblées », souvent lourdes en pertes civiles.

Le cheikh Yassine, déjà visé, périt dans un raid de ce type en mars 2004. Son successeur à la tête du Hamas, Abdelaziz Rantissi, disparaît le mois suivant dans une attaque du même ordre. Le Hamas tient dès lors secret le nom de son dirigeant à Gaza, ce qui ne peut qu'amplifier le prestige et l'autorité de Mechaal, désormais installé à Damas avec son bureau politique.

Arafat, terrassé à Ramallah par une longue maladie, est évacué vers la France où il meurt en novembre 2004. Mahmoud Abbas, élu à la présidence de l'AP deux mois plus tard, peine à s'imposer à la base du Fatah. Sharon, plutôt que de conforter ce dirigeant raisonnable et pondéré, met en œuvre sans consultation un « retrait unilatéral » de la bande de Gaza, en septembre 2005.

Une Palestine contre l'autre

Le retrait des militaires et des colons israéliens hors de Gaza est célébré par le Hamas comme une victoire de sa « résistance ». Le Fatah est au contraire stigmatisé pour l'absence de résultats concrets de son option négociatrice. Les accusations de mauvaise gestion, voire de corruption à l'encontre de l'AP, concourent à la victoire du Hamas face au Fatah dans les législatives de janvier 2006.

La proposition du Hamas d'un gouvernement d'union nationale est rejetée par le Fatah, convaincu que l'expérience islamiste sera de courte durée. Ismaïl Hanyé constitue donc un cabinet majoritairement islamiste que l'Union européenne, principal bailleur de fonds aux Territoires palestiniens, décide de boycotter tant que le Hamas n'aura pas reconnu Israël, renoncé

à la violence et endossé les accords signés par l'OLP (dont Oslo).

La rigidité de ces conditions européennes est largement inspirée par Jacques Chirac, tant le Président français reproche à la Syrie (et à ses alliés du Hamas) l'assassinat de Rafic Hariri⁸. Alors que François Mitterrand avait œuvré durant de longues années à la reconnaissance simultanée entre Israël et l'OLP⁹, Chirac impose avec la triple conditionnalité envers le Hamas un carcan d'une rigueur vite insurmontable pour la diplomatie européenne.

Hanyé, ainsi rejeté par l'UE, doit aussi faire face à la fronde des brigades Qassam, qui refusent l'abandon de la « résistance » au nom d'un impératif gouvernemental. Cette fronde est alimentée depuis Damas par Mechaal, intermédiaire obligé dans l'aide allouée par la Syrie et l'Iran à la branche armée du Hamas. Quant aux « militaires » du Fatah, ils n'ont pas renoncé à reprendre par la force le pouvoir perdu dans les urnes.

C'est bientôt une véritable guerre civile qui ensanglante la bande de Gaza, avec des centaines de victimes dans les accrochages répétés entre le Fatah et le Hamas. En juin 2007, les brigades Qassam, informées d'un projet de putsch du Fatah, passent à l'offensive et s'emparent de la bande de Gaza en quelques jours.

Abbas, plutôt que de se rendre à Gaza en tant que Président légitime de tous les Palestiniens, constitue à Ramallah un « gouvernement d'urgence », sans assise parlementaire. Les bailleurs de fonds occidentaux décident d'apporter un soutien majeur à cette formule pourtant peu

8. Premier ministre du Liban de 1996 à 1998, puis de 2000 à 2004, Rafic Hariri périt dans un attentat au cœur de Beyrouth en février 2005. Le président Chirac accuse d'embellée son homologue syrien, Bachar el-Assad, du meurtre de celui qu'il considérait comme son « frère ».

9. Jean-Pierre Filiu, *Mitterrand et la Palestine*, Fayard, 2005.

Jean-Pierre Filiu
Gaza : la victoire
en trompe l'œil du Hamas

démocratique. La division entre Gaza et la Cis-jordanie est consommée, avec deux gouvernements, deux administrations et deux orientations radicalement différentes.

Sept années de Hamastan

La population de la bande de Gaza, qui a payé un lourd tribut aux affrontements militaires, accueille favorablement la restauration de la sécurité par la police du Hamas et les brigades Qassam. Toutes les factions sont officiellement désarmées, à l'exception des brigades Al-Qods (Jérusalem), la branche militaire du MHP, autorisée, aux côtés du Hamas, dans les zones de confrontation avec Israël.

Le blocus imposé à la bande de Gaza concerne aussi bien son espace aérien que ses eaux territoriales (limitées à quelques miles nautiques, malgré le caractère essentiel de la pêche pour l'alimentation du territoire). Israël contrôle strictement les points d'accès terrestre, en coordination avec l'Égypte, souveraine du poste de Rafah, porte d'accès de Gaza vers le Sinaï.

Le boycott européen du Hamas a condamné la mission d'assistance aux frontières (EUBAM¹⁰) de Gaza, aggravant l'enfermement de la population du territoire. Des juristes israéliens considèrent d'ailleurs que le retrait de 2005 n'a conduit qu'à une occupation d'un nouveau genre, moins coûteuse pour Israël, mais encore plus pénible pour les civils palestiniens¹¹.

De mars à novembre 2008, une « trêve¹² » décrétée par le Hamas prévaut avec Israël. Ce dispositif fragile n'empêche pas la remontée des tensions dans les derniers jours de 2008 et le conflit de « Plomb durci ». Israël, malgré la violence de ses bombardements, doublés d'une offensive terrestre, n'est jamais parvenu à faire cesser les tirs de roquettes du Hamas sur son

territoire. Le caractère artisanal de ces roquettes en limite la portée opérationnelle, mais Israël accepte un précédent à la valeur inestimable pour le Hamas.

C'est en effet toute la « résistance islamique » qui joue sa légitimité dans les roquettes Qassam. Le Hamas impressionne d'ailleurs par la constance de ces revendications : ainsi, les conditions posées dès juin 2006 lors de la capture du tankiste israélien Gilad Shalit sont pratiquement celles acceptées par Israël pour obtenir sa libération quelque deux mille jours plus tard (soit la libération en échange de 1 027 détenus palestiniens). Le retour des centaines de prisonniers libérés à Gaza est mis en scène par le Hamas à sa propre gloire.

Le Hamas a mis en place un quadrillage méthodique de la bande de Gaza, avec embrigadement de la société civile, harcèlement des ONG indépendantes et répression des factions rivales (le Fatah au premier chef, mais aussi les djihadistes, écrasés dans un bain de sang à Rafah, en août 2009).

Le contrôle de la population par le Hamas est favorisé par le blocus israélien, qui interdit tout mouvement individuel. En outre, la demande de biens de consommation, autorisés par Israël au compte-gouttes, entraîne le percement de centaines de tunnels de contrebande avec l'Égypte.

Le Hamas profite doublement de ce trafic souterrain, d'abord en taxant les entrepreneurs, ensuite en s'attribuant prioritairement les produits « stratégiques », qui vont de la pâte à

10. EUBAM est l'acronyme anglais de European Union Border Assistance Mission.

11. En janvier 2007, l'ONG israélienne Gisha publie ainsi un rapport *Disengaged Occupiers : The Legal Status of Gaza* (consultable en ligne).

12. Le terme arabe pour « trêve » est *hudna*, mais c'est plutôt *tahdia*, littéralement « apaisement », qui est utilisé.

papier (seul le Hamas publie un journal à Gaza) aux matériaux de construction, en passant par les compléments nutritifs, distribués à la clientèle du Hamas.

Les gestionnaires des tunnels, pour leur part, ne peuvent entretenir et rentabiliser un investissement aussi coûteux qu'en trafiquant des produits à forte valeur ajoutée, en fait des armes et des explosifs. C'est ainsi que le blocus israélien favorise à la fois le Hamas et l'escalade militaire, comme le prouve chaque cycle d'hostilités, où la portée des missiles palestiniens, à défaut de leur précision, est plus importante que lors du cycle précédent.

Israël dénonce le rôle de l'Iran dans l'amplification de cette menace, faisant volontiers de Gaza un simple appendice de la République islamique, dont le programme nucléaire est déjà perçu comme une « menace existentielle¹³ ». Il n'est pourtant nul besoin d'invoquer Téhéran pour comprendre que les milices sont, avec un taux de chômage supérieur à la moitié de la population active, le principal employeur de la bande de Gaza.

En décembre 2010, un « manifeste de la jeunesse de Gaza » dénonce le « cauchemar dans le cauchemar » de la domination du Hamas¹⁴, à l'ombre de l'occupation israélienne. La révolution égyptienne de février 2011 provoque une onde de choc à Gaza où des manifestations se tiennent en faveur de la réconciliation inter-palestinienne. L'espoir des contestataires, très critiques aussi envers le Fatah, est qu'un arrangement entre les frères ennemis palestiniens desserrera aussi l'étouffement du Hamas à Gaza.

Ces protestations, réprimées par le Hamas, tournent court. Mais la révolution syrienne, lancée en mars 2011, oblige les islamistes palestiniens à prendre leur distance envers le régime de Damas et ses alliés iraniens. Mechaal quitte la capitale

syrienne pour s'installer au Qatar avec le bureau politique du Hamas.

La victoire des Frères musulmans aux présidentielles égyptiennes de juin 2012, avec l'élection de Mohammed Morsi, accentue ce tournant. La rupture est désormais consommée pour le Hamas avec la Syrie et l'Iran. En revanche, le Qatar, généreux mécène des Frères musulmans dans tout le monde arabe, devient le principal soutien du Hamas. La visite de l'émir du Qatar à Gaza en octobre 2012, avec un don de centaines de millions de dollars, consacre cette recomposition.

Du 14 au 21 novembre 2012, un nouveau cycle d'hostilités entre Israël et le Hamas fait 166 tués du côté palestinien et 6 du côté israélien. Il a été déclenché par un raid mortel d'Israël à l'encontre du chef des brigades Qassam qui a supervisé l'échange de prisonniers entre le Hamas et Israël, un an plus tôt. Pour la première fois, des roquettes palestiniennes frappent les environs de Tel-Aviv et de Jérusalem. Israël recule devant la perspective d'une intervention terrestre à Gaza et la médiation du président Morsi aboutit à la reconduction du cessez-le-feu prévalant antérieurement.

C'est à l'issue de cette nouvelle « victoire » que Mechaal effectue une visite triomphale dans la bande de Gaza, en décembre 2012. Des foules immenses l'acclament à chaque étape de son séjour. Le Hamas, convaincu d'avoir une fois pour toutes acquis le soutien de la population, autorise peu après un rassemblement du Fatah qui tourne aussi à la manifestation de masse. Ces

13. Entre autres déclarations alarmistes à ce sujet, voir celle du vice-ministre de la Défense, Matan Vilnai, le 11 mai 2008 : « Le plus dangereux pour nous serait de voir l'Iran prendre le contrôle de la bande de Gaza » (AFP, Jérusalem, 11 mai 2008).

14. La version française de ce « manifeste » a été publiée dans *Libération*, le 28 décembre 2010.

Jean-Pierre Filiu
Gaza : la victoire
en trompe l'œil du Hamas

démonstrations populaires prouvent en fait l'attachement des habitants de Gaza à la réconciliation entre les frères ennemis palestiniens plutôt qu'à la domination d'une faction contre une autre.

Cette réconciliation entre le Fatah et le Hamas, officiellement à l'ordre du jour de plusieurs rencontres entre Abbas et Mechaal, reste durant des années à l'état d'intention. Le coup d'État de l'armée égyptienne, qui renverse en juillet 2013 le président Morsi au profit du maréchal Sissi, va précipiter les évolutions sur la scène palestinienne. La campagne menée par les militaires égyptiens contre les tunnels de contrebande du Sinaï vers Gaza est durement ressentie par le Hamas, considéré désormais au Caire comme une « organisation terroriste », au même titre que les Frères musulmans égyptiens.

Le basculement de l'Égypte s'accompagne d'une crise sans précédent entre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, soutiens inconditionnels de Sissi, d'une part, et le Qatar, parrain des Frères musulmans, d'autre part. Le Caire, Riyad et Abu Dhabi pèsent de tout leur poids en faveur du Fatah, tandis que le Hamas ne peut plus compter que sur le Qatar. Mechaal accepte donc un accord avec Abbas ouvrant la voie à un partage du pouvoir entre le Fatah et le Hamas.

La conclusion de cet accord, en avril 2014, permet la constitution d'un gouvernement de technocrates, soutenus par le Fatah et le Hamas. L'Union européenne mais aussi les États-Unis acceptent de traiter avec ce gouvernement, tandis que le Hamas s'engage à endosser tout ce que l'OLP et ce gouvernement d'union pourraient négocier au nom de l'ensemble des Palestiniens. Le blocage persistant depuis 2006-2007 semble enfin levé.

Mais le Premier ministre Netanyahu tire à boulets rouges contre cet arrangement inter-palestinien. C'est sa détermination à faire échouer

une telle formule qui conduit à « Barrière protectrice » et au rétablissement du Hamas en plein contrôle de Gaza. En effet, la campagne menée contre le Hamas en Cisjordanie, en juin 2014, par Israël (qui accuse le mouvement islamiste de la mort de trois adolescents israéliens enlevés dans la zone d'Hébron) relance le cycle de la violence à Gaza, avec l'ouverture des hostilités dans la nuit du 7 au 8 juillet 2014.

Les paradoxes d'une « victoire »

En cet automne 2014, le Hamas peut être reconnaissant à Netanyahu de l'avoir sorti d'une impasse qui aurait pu lui coûter son pouvoir sans partage dans la bande de Gaza. Les pilonnages féroces de l'armée israélienne ont en effet rendu sa légitimité à la « résistance islamique » car, même si les habitants reprochent amèrement aux miliciens du Hamas d'agir à partir de zones résidentielles, l'ampleur des destructions de quartiers entiers par Israël est sans proportion avec la menace militaire réelle des Qassam.

Par ailleurs, le refus israélien de desserrer significativement l'étai du siège fait aussi le jeu du Hamas (seuls les pêcheurs peuvent revenir dans la zone des six miles nautiques où ils opéraient jusqu'au printemps 2013). Le contrôle sourcilieux des points de passage par Israël permet en effet au Hamas d'affecter prioritairement les secours ainsi chichement admis à sa propre clientèle de sympathisants. Le « cauchemar dans le cauchemar » de la domination du Hamas à l'ombre de l'occupation israélienne est donc plus que jamais d'actualité.

Enfin, l'Égypte du maréchal Sissi a révélé, au fil de trêves fragiles entre Israël et le Hamas, son hostilité profonde à la partie palestinienne, hostilité partagée et encouragée par l'Arabie et les Émirats. C'est la première fois dans l'histoire

israélo-palestinienne que presque tous les États arabes, à l'exception notable du Qatar, se tiennent du côté d'Israël. Même la Syrie d'Assad et la République islamique d'Iran, furieuses du soutien du Hamas à la révolution syrienne, ont opté pour un silence largement approuvé.

Ce sentiment d'un consensus international antipalestinien, loin d'affaiblir le Hamas, a fait taire les voix critiques et dissidentes qui s'élevaient dans la bande de Gaza. La guerre de cinquante jours qui a ravagé le territoire palestinien pendant l'été 2014 se conclut donc sur un désastre pour la population, mais par un succès pour le Hamas. Pour briser à la fois cet engrenage tragique et conjurer la menace toujours pendante d'une reprise des hostilités (l'arsenal du Hamas reste en effet important), il est impératif de changer radicalement l'approche internationale et régionale de la question de Gaza.

Il convient d'abord de revenir à l'accord inter-palestinien d'avril 2014 sur la forme comme sur le fond. L'Autorité palestinienne est vouée à se rétablir de plein exercice dans la bande de Gaza, où les fonctionnaires doivent être payés normalement, l'électricité distribuée régulièrement et l'eau être enfin accessible à tous. Cette normalisation de la bande de Gaza n'est pas seulement indispensable du point de vue humanitaire, elle est la clef de la stabilisation à terme du Territoire palestinien.

L'Union européenne, sans revenir sur les trois conditions posées à tout dialogue avec le Hamas, pourrait ainsi reprendre pied dans la bande de Gaza, avec l'Autorité palestinienne comme interlocuteur. Cela permettrait de relancer la mission d'assistance aux frontières (EUBAM), de la réinstaller au poste égypto-palestinien de Rafah, mais aussi de l'implanter aux postes d'accès à Israël pour les personnes (Erez) et pour les biens (Karni et Keren Shalom). La mise en place

sous contrôle européen d'une liaison maritime entre Gaza et Nicosie serait une contribution bienvenue au désenclavement du Territoire palestinien.

Ce désenclavement est essentiel pour enclencher un cercle vertueux de démilitarisation de Gaza et de réouverture du champ politique local. Un tel cercle vertueux ne trouvera pourtant toute sa dynamique que dans la reprise de négociations enfin substantielles en vue de l'établissement, aux côtés d'Israël, d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Le camp du refus palestinien compte sur Netanyahu et son gouvernement pour saboter une perspective aussi porteuse de reconfiguration radicale d'une société comme de l'autre.

Le Hamas mise en effet sur des gestes limités d'allègement du blocus israélien de Gaza qui laisseront sa propre domination politico-militaire intacte. C'est au contraire en rouvrant radicalement l'horizon de Gaza que le pari partisan du mouvement islamiste peut être mis en échec. Encore faut-il pour cela accepter l'inanité de l'« option militaire », ce qui passe par la levée du siège de Gaza comme par l'arrêt de la colonisation de la Cisjordanie.

La droite et l'extrême droite israéliennes ont trop longtemps cru que l'avènement du « Hamastan » à Gaza leur laissait les mains libres pour poursuivre l'absorption progressive de l'essentiel de la Cisjordanie. La guerre de l'été 2014 a démontré que cette politique à très courte vue représentait une menace sérieuse pour la sécurité d'Israël. Seule la reprise d'un authentique processus de paix entre Israël et l'Autorité palestinienne, liant la stabilisation de Gaza à l'avènement d'un État palestinien, parviendra à priver le Hamas de la victoire paradoxale que lui ont conférée les armes israéliennes.

Jean-Pierre Filiu.